



DECLARATION FSU (pour le 1er degré) : CTA du 22 novembre 2016

Dans le 1er degré, la rentrée 2016 a été marquée par des besoins en enseignants dans plusieurs départements entraînant de fortes mobilisations de parents d'élèves et de collègues sur plusieurs points du territoire académique. La demande du SNUipp-FSU d'ouverture d'une liste complémentaire au concours du CRPE a été entendue. Nous nous en félicitons. Cela n'a pas empêché le recrutement de contractuels, sans formation préalable, dans des secteurs particulièrement sensibles comme la psychologie scolaire. L'absence d'anticipation et de politique à long terme, liée à une réduction significative des lignes budgétaires, aboutit à une remise en cause de la qualité du service public que nous ne pouvons accepter.

Cette année encore, trois mois après la rentrée, force est de constater que les conditions de travail continuent de se dégrader, d'années en années. Ce début d'année est particulièrement symptomatique : nouveaux programmes, nouveaux projets d'écoles, nouveaux livrets scolaires... toujours plus de demandes qui se surajoutent aux sollicitations toujours plus nombreuses des différents partenaires. Les nombreux collègues que nous rencontrons au quotidien, nous font très souvent part de leur mal-être : conflits avec les parents d'élèves qui se multiplient, élèves en difficultés qui font « exploser » la classe, politique managériale plus préoccupée par les statistiques que par la reconnaissance du travail réalisé sur le terrain, explosion des cadres collectifs... Madame le Recteur, il existe une réelle souffrance au travail qui doit devenir une préoccupation majeure de notre administration.

C'est dans ce contexte que le SNUipp-FSU a demandé au ministère une négociation sur le temps de travail pour une réelle reconnaissance des nombreuses missions actuellement non prises en compte. Les enseignants veulent redevenir concepteurs de leur propre métier. Ils doivent pouvoir réaliser ce qui leur semble utile et non pas devoir obéir à des injonctions multiples et parfois bien éloignées du quotidien des classes.

Enfin, concernant le bilan de rentrée, le dernier de la mandature, il nous faut redire que la Refondation de l'École n'aura pas tenu ses promesses. Les dotations positives attribuées à notre académie, certes, témoignent d'une prise en compte de la réalité sociale de la région Languedoc-Roussillon qui cumule augmentation démographique et difficultés en terme de chômage, de précarité et de pauvreté. Cependant ces dotations n'ont pas été à la hauteur des besoins du terrain et ne permettent pas de transformer durablement l'École pour la réussite de tous les élèves. Si ces dotations ont permis d'assouplir des situations très tendues, elles n'ont pas pu faire diminuer de façon significative **le nombre d'élèves par classe** qui reste supérieur à la moyenne des pays voisins alors même que toutes les études confirment que la taille des classes est une donnée déterminante pour la réussite des élèves. **La maternelle** reste le parent pauvre des dotations et le dispositif de scolarisation des moins de 3 ans trop anecdotique pour relancer la scolarisation précoce pourtant reconnue comme un levier important de lutte contre l'échec scolaire. Malheureusement, ce dispositif de « **scolarisation des moins de 3 ans** » comme celui de **PDMQDC**, obéissant plus à une commande ministérielle à visée médiatique qu'à un réel déploiement de moyens, ces deux dispositifs se mettent en place aux dépens des effectifs par classe, des dispositifs d'aide aux élèves en difficulté (type RASED ou CMPP...) ou encore de la formation et du remplacement. **Les RASED**, décimés par le gouvernement Sarkozy-Fillon, n'ont pas été rétablis pour couvrir de façon efficiente tout le territoire académique et pouvoir intervenir directement auprès des élèves en difficulté. Concernant **les remplacements**, cette année encore, la situation va devenir rapidement compliquée. En effet, les marges de manœuvre sont très ténues. Le nombre de Brigades est trop souvent insuffisant, dans certains départements en deçà de la moyenne nationale. Cette situation est aggravée par les nouvelles dispositions réglementaires qui donnent davantage de décharge de direction aux petites écoles. Cette mesure, réclamée par le SNUipp-FSU ne doit pas se faire à moyens constants. Nous demandons que ce besoin en postes soit anticipé et fasse l'objet d'une dotation spécifique pour la prochaine rentrée scolaire. Enfin, les documents de bilan font état d'une **augmentation du nombre d'élèves scolarisés dans le privé**. Depuis des années, les écoles qui sont sous contrat, et qui sont pourtant exonérées de toutes les règles qui régissent le service public, sélectionnent les élèves et contribuent ainsi à la ghettoïsation de nombreuses écoles. Cette concurrence déloyale ne peut perdurer si l'on revendique une réelle mixité sociale. L'Etat doit leur imposer l'application des réformes engagées dans le public, comme celle de la réforme des rythmes scolaires, et fixer des objectifs en matière de recrutement des élèves pour que la répartition des CSP soit voisine de celle constatée dans les établissements publics.

Pour terminer le bilan, en cette fin de quinquennat, comment ne pas revenir sur la calamiteuse réforme des rythmes scolaires ? Alors qu'il faut du temps pour comprendre et apprendre à l'école, à la rentrée 2008 le gouvernement Sarkozy-Fillon avait supprimé le samedi matin. Avec l'effet conjugué du fort recul de la scolarisation des enfants de deux ans à l'école maternelle, ce sont deux années d'école que des enfants ont perdues avant leur entrée au collège. La réforme des rythmes non seulement a entériné cette spoliation mais, en plus, a ajouté sa couche à la désorganisation voulue par la précédente réforme en engageant l'école dans la voie de la territorialisation. En accentuant les inégalités territoriales la réforme des rythmes scolaires est allée à l'encontre de l'idéal républicain d'une école laïque, gratuite et égalitaire pour tous les élèves de France. Laisser penser que seule la modification de l'organisation de ce temps allait améliorer les conditions de la réussite a été une tromperie qui a détourné l'attention des véritables problèmes de l'école. Cette occasion gâchée de transformer durablement l'école pour la réussite de tous les élèves laisse beaucoup d'amertume chez nos collègues.

En ces temps troublés où l'École est toujours au front, pour reprendre un terme du moment, revenir à la réalité du terrain, prendre en compte les difficultés scolaires, écouter et respecter les personnels, tenir compte de leur professionnalisme et de leur expérience, mieux les former, mieux les rémunérer, travailler dans la durée pour améliorer le système éducatif, voilà un vaste programme auquel, pour notre part-à la FSU- nous souhaiterions pouvoir contribuer, loin des discours démagogiques et caricaturaux des prétendants à la fonction suprême.

Enfin, dans la période pré-électorale qui s'ouvre actuellement, nous voulons redire que les discours démagogiques de candidats putatifs qui surenchérisent à l'envi pour être celui ou celle qui annoncera le plus grand nombre de suppressions de fonctionnaires, sont aussi malhonnêtes que dangereux. La FSU ne cesse de défendre le renforcement des services publics et les personnels qui les font vivre. Pour nous, la fonction publique n'est pas une option. Elle est au cœur de notre conception de la République. L'indépendance, la reconnaissance et la sécurité de ses agents sont des conditions incontournables de la qualité des services rendus à la collectivité.